

Brochure n° 3035

Convention collective nationale

IDCC : 1800. – **CÉRAMIQUE D'ART**

AVENANT DU 11 MARS 2008
RELATIF AUX APPOINTEMENTS MINIMA
DU PERSONNEL OUVRIER AU 1^{ER} AVRIL 2008
NOR : ASET0850584M
IDCC : 1800

Entre :

La chambre syndicale des céramistes et ateliers d'art de France,

D'une part, et

La fédération nationale des salariés de la construction et du bois CFTD ;

Le syndicat national des cadres, techniciens, agents de maîtrise des industries céramiques (SCAMIC) CFE-CGC ;

La fédération des travailleurs de la céramique, des carrières et matériaux de construction CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent avenant établi en vertu de l'article L. 132-2 du code du travail s'applique aux entreprises qui relèvent de la convention collective nationale de la céramique d'art.

Le présent avenant s'appliquera sans préjudice des dispositions légales, et notamment des articles L. 132-2, L. 141-10 et L. 141-11 du code du travail.

Article 2

Grille de salaires du personnel ouvrier

A compter du 1^{er} avril 2008, pour un salaire mensuel de 151,67 heures, la grille de salaires mensuels minima garantis est fixée comme suit, avec une valeur de point à 1,45 €.

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL
100	1 280
120	1 309
125	1 316
130	1 324
135	1 331
142	1 341
152	1 355
163	1 371
170	1 382

Au-delà du coefficient 100, le salaire minimum mensuel est calculé selon la formule suivante :

Salaire minimum mensuel du coefficient 100 + [(coefficient – 100) × valeur de point].

Calcul de la prime d'ancienneté :

Les taux horaires ci-dessous serviront de base de calcul de la prime d'ancienneté mensuelle ouvrier de la céramique d'art :

COEFFICIENT	TAUX HORAIRE					
		3 %	6 %	9 %	12 %	15 %
100	2,88	13,12	26,24	39,35	52,47	65,59
120	3,46	15,74	31,48	47,22	62,97	78,71
125	3,60	16,40	32,80	49,20	65,60	82,00
130	3,75	17,06	34,11	51,17	68,23	85,29
135	3,89	17,71	35,43	53,14	70,86	88,57
142	4,09	18,62	37,25	55,87	74,49	93,12
152	4,38	19,94	39,88	59,82	79,76	99,69
163	4,70	21,38	42,76	64,14	85,52	106,90
170	4,90	22,30	44,59	66,89	89,19	111,48
177	5,16	23,48	46,96	70,44	93,92	117,39

Article 3

Révision et dénonciation

Le présent accord a un caractère impératif.

L'avenant pourra être dénoncé dans les conditions prévues par le code du travail.

Il pourra être révisé à tout moment à la demande de l'une ou de plusieurs des parties signataires. La demande de révision, accompagnée d'un projet motivé sur les points à réviser, sera notifiée à l'ensemble des parties signataires afin qu'une négociation puisse s'engager sans tarder.

Article 4

Adhésion

Toute organisation syndicale représentative non signataire du présent avenant pourra y adhérer par simple déclaration auprès de l'organisme compétent.

Elle devra également en aviser par lettre recommandée toutes les parties signataires.

Conformément aux termes de l'article L. 132-9, alinéa 3, du code du travail, cette adhésion fera l'objet d'un dépôt dans les conditions fixées par l'article L. 132-10 du code du travail.

Article 5

Notification

Conformément aux dispositions de l'article L. 132-2-2 du code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent avenant notifie par lettre recommandée avec avis de réception le texte à l'assemblée des organisations représentatives à l'issue de la procédure de signature.

Article 6

Dépôt, entrée en vigueur et extension

Le présent avenant sera fait en nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des parties signataires et sera déposé conformément aux dispositions des articles L. 132-10 et R. 132-1 du code du travail en vue de son extension.

Cet accord est à durée indéterminée. Ces dispositions entreront en vigueur à compter du 1^{er} avril 2008.

Fait à Paris, le 11 mars 2008.

(Suivent les signatures.)